

Fin du politique ou fin de la politique ?

La désintégration de nos sociétés et la défiance croissante envers ses institutions, sur fond d'émotionnel médiatique, laissent de plus en plus la place au mercantilisme et à l'individualisme forcené... Mais faut-il pour autant se résigner à la perte de l'homme ?

BRUNO ETIENNE

La politique et le politique ne renvoient pas aux mêmes problématiques. Aussi, dans une société où n'importe qui peut dire n'importe quoi sans sanction, la taxinomie, le pouvoir de nommer, est l'un des enjeux majeurs du pouvoir. Pierre Bourdieu a montré que si la lutte des classes s'est apparemment atténuée/euphémisée¹, la lutte pour les classements et la classification a pris largement sa place. Avant de se pencher sur cette question de la fin du politique ou de la forclusion de la politique, il faut donc commencer par une tentative de définitions acceptables – en tout cas dans le champ intellectuel et scientifique, sinon dans le champ politique... d'autant plus que ces champs sont concurrentiels pour dire le sens. En effet, la politique s'enracine au cœur de l'univers anthropologique (de notre imaginaire selon Gilbert Durand), de la dialectique du conflit et de l'ordre constitutive des sociétés humaines.

PROPOSITIONS DE DÉFINITIONS

Il faut sans doute commencer par LE politique : quel est le champ réel du politique ? La totalité, le lieu de la totalité du lien social ? De la cité grecque comme « type-idéal » à la cité de Dieu – chez Saint Augustin ou Ibn Taymiyya –, en passant par la conception bonapartiste ou césaro-papiste française ? La définition prusso-hégélienne de l'Etat ou seulement sa version et sa forme jacobine ? Sans oublier les sociétés sans Etat, magnifiquement décrites par Pierre Clastres ?...

Pourquoi les Français croient-ils que leur modèle – d'ailleurs fort imprécis au-delà des mythes – est le seul à validité universelle ?

L'Etat, sous sa forme dite moderne, se présente (ou, tout au moins, est légitimé par ses tenants) comme l'institution de la raison (qui serait raison universelle avec un grand R), qui succéderait aux mythes, aux croyances archaïques, et donc aux légitimations prémodernes de l'ordre de la Cité... sans pour autant que soit clairement énoncée la définition de cette modernité...

Le politique serait donc, d'un point de vue statique, l'ensemble des structures qui sont induites des rela-

tions d'autorité et d'obéissance et établies en vue d'une fin commune, de façon à ce que, au moins, le groupe n'éclate pas. On sait grâce à Etienne de la Boétie que, dans ce cas, la soumission est volontaire... Et, en ce sens, Friedrich Engels avait bien vu que l'Etat était en fait l'aveu que la société civile devait faire appel à une structure ou une instance extérieure à elle pour réguler ses conflits. C'est d'ailleurs la définition que donnent les sociologues de la différence entre *Gemeinschaft* et *Gesellschaft*, entre communauté et société... Une communauté est un groupe qui ne fait pas appel à une instance extérieure pour régler ses conflits internes : en ce sens, il y a bien peu de communautés en France, si l'on en juge par la jurisprudence sur ce point²...

Dans le système révolutionnaire à la française, l'articulation du mode de légitimité se fait autour du syllogisme suivant : l'Etat = la Nation = le Peuple souverain ; et la Loi est donc générale et impersonnelle. L'élu est l'élu de la Nation tout entière, et pas de ses électeurs, car le Citoyen abstrait est « sans feu ni lieu ». Or, nous verrons que, aujourd'hui, c'est bien le lieu qui crée le lien (et pas seulement dans les « quartiers sensibles »)...

Il y a alors élargissement du champ politique – et donc politisation d'une société – quand il faut faire appel à une autorité ou à des principes médiateurs extérieurs à la communauté de base. Lorsque l'intégration réussit, c'est-à-dire lorsque les individus, malgré leur appartenance groupale primaire, adhèrent à cette conception de la régulation par le haut ou l'ailleurs, la politisation publique augmente. A l'inverse, lorsque la société se délite, la politique « privée » apparaît et l'intégration faiblit.

En somme, le politique disparaît si l'intégration est totale : dans ce cas, l'Etat dépérit. C'était le rêve de Karl Marx, mais les hommes ne sont sans doute pas assez sages pour être totalement civiques...

Cependant, l'Etat dépérit également si la société se désintègre complètement, ce qui semble être le cas aujourd'hui sous le double coup de boutoir de l'individualisme forcené et de la mondialisation du capital.

Face à ce vide, nous allons voir quelles sont les instances ou structures de production de biens symboliques qui se précipitent pour le remplacer.

Nous avons donc deux visions possibles du politique. L'une par le haut, qui relève de la *Staatwissenschaft* – le regard par les seules institutions. Et l'autre à la limite extrême de ce que Sigmund Freud nomme la *libido dominandi*, ou le désir de commander – ou encore, plus prosaïquement, le paradigme Iznogoud : « Je veux être calife à la place du calife », paradigme universel répandu dans tous

les niveaux et arcanes de la société, depuis l'appareil d'Etat jusqu'à la plus petite association de quartier... Entre les deux, on trouve un système d'auto-régulation, qui ne se vit pas comme « politique » : c'est une régulation par la tradition, par les anciens, un *parochial system*, produisant des règles drastiques intériorisées par le groupe ; et c'est un système que d'aucuns voient aujourd'hui à l'œuvre dans nos sociétés urbanisées à travers cette fausse conviviabilité médiatisée par l'ordinateur et ces émissions en *prime time* qui fabriquent des générations d'otaries (« Applaudissez ! »).

LA politique, elle, a pour fonction de présider à l'unité du groupe qui a choisi – pour quelque raison ou sans raison exprimée – de passer de la communauté à la société, de la tribu au gang, de la solidarité mécanique à la solidarité organique, à l'association volontaire plutôt qu'à la famille, la mafia – même si certains politiciens répugnent à utiliser le mot « parti » et préfèrent sans rire parler de famille (« la famille libérale », etc.).

La politique serait alors la traduction dynamique de tous les phénomènes impliqués par la conquête et l'exercice du pouvoir. Mais elle ne saurait se confondre avec ce que l'on appelle aujourd'hui, d'un terme aussi imprécis que pédant, la « gouvernance », car qu'est-ce qu'une bonne gouvernance sinon une bonne politique, au sens premier du terme ? Et la politique ne saurait encore moins se confondre avec les seules « politiques publiques » : réduire la politique au seul domaine public ou à celui de la cité en général dissimule en effet l'escroquerie latente que constitue l'appel légitimant à l'intérêt général ou au bien commun... Nous savons que chaque Iznogoud est prêt à se sacrifier « à la demande de ses amis dans l'intérêt général et pour le bien commun »...

Aujourd'hui, il semblerait que le bien commun de « la France d'en bas » ne corresponde plus à l'intérêt de la France d'en haut... Et donc la fiction Etat = Nation = Peuple s'effondre.

Par ailleurs, la médiation – excessive aux yeux de certains – de la souffrance, de la mort et de l'enterrement d'un pape médiatique est un signal auquel nous devons être très attentifs : le monde a basculé dans l'immédiateté de l'information, qui se fait toujours au détriment de la connaissance et qui induit une forclusion du politique, au profit d'un émotionnel derrière lequel se profile le mercantilisme et l'idolâtrie – en particulier le culte du dieu Mammon. Ce pape – dont chacun pense ce qu'il veut sauf que ses divisions, selon le mot de Staline, ne peuvent être sous-estimées – avait dénoncé les deux matérialismes pervers et dangereux à ses yeux : le matérialisme athée et totalitaire et le capitalisme sauvage, faisant de l'Homme un objet comme les autres (ce que pensait également Marx)...

Avant lui, et plus près de nous idéologiquement, Debord, Baudrillard, Legendre et quelques autres avaient porté – en termes plus sécularisés – le même diagnostic sur l'évolution de nos sociétés.

Le matérialisme consumériste et invertébré s'est même révélé plus coriace que le matérialisme scientifique et policier.

Si l'on y ajoute cet individualisme forcené (« c'est MON choix », « j'en ai rien à foutre », « mon corps est à moi », etc.) et la recherche du bonheur sans l'ascèse grecque, couplés à un droit subjectif du désir, la société doit alors pouvoir répondre à tous les droits individuels. C'est donc la télé qui organise le spectacle : Fogiel et Delarue remplacent le confesseur et le psychanalyste, non pas dans le secret du confessionnel ou du cabinet mais dans la *transparence* publique (otaries + voyeurs...).

Et la contradiction – pour ne pas dire l'aporie – est que cet individuation s'accompagne d'un recours de plus en plus évident à l'identité particulière – culturelle, religieuse, voire paroissiale – de quartier, de club. En effet, c'est le lieu qui crée le lien : je suis rappeur de l'O.M., arménien, marseillais, breton, corse, basque, juif, musulman, etc. Le marqueur identitaire n'est plus la citoyenneté abstraite, et cela crée ainsi une peur panique du « communautarisme » à l'américaine... *Horresco referens !* Et pourtant, j'entends, tous les soirs à vingt heures sur les étranges lucarnes, parler de la « communauté internationale », de la « communauté nationale », de la « communauté universitaire »... ou encore de celle des postiers au même titre que de la communauté pied-noir, harkie, gay, juive, arménienne... Les concepts sont nomades.

L'Etat providence, normatif, centralisé, ne remplit plus ses fonctions régaliennes, perd de sa souveraineté, se défause sur les régions et accuse – quand il n'y participe pas – la mondialisation ou l'Europe de tous les maux. La classe politique tout entière semble coupée du peuple ; elle est en tout cas incapable de remplir ses promesses... qui n'engagent que ceux qui les ont entendues. Le décalage est drastique entre les élus – souvent mal élus par suite des triangulaires – et le peuple... souverain, qui se désintéresse des grands combats idéologiques. La faible participation électorale est là pour prouver les limites de la démocratie, directe ou indirecte, tandis que les pillards de l'Etat sont immunisés contre l'éventuel contrôle du pouvoir judiciaire... Et je ne fais pas allusion seulement aux deux familles royales qui règnent sur la V^e République depuis des décennies. Le coup d'Etat permanent a un coût...

Quand la démarche rationnelle d'adhésion au contrat (républicain) fait défaut, le mode associatif, communautaire ou volontaire le remplace. Mais l'inverse est vrai aussi : quand le monde communautaire

n'est plus performant, on peut accepter le contrat national-étatique...

COMPRENDRE COMMENT ON EN EST ARRIVÉ LÀ

Aujourd'hui, force est de constater que les trois instances ou structures structurantes qui traditionnellement produisaient du sens (l'institution politique, scientifique et ecclésiastique) sont révoquées en doute.

Mon manque de compétence m'interdit d'insister sur l'instance scientifique, sauf à dire que toute ma génération a cru au progrès indéfini de la science comme vecteur du progrès infini de l'esprit humain. Hannah Arendt nous a montré les tragiques effets récurrents de cette croyance. Et les tenants de la science dure eux-mêmes en ont pris conscience : comme chez Georges Balandier (le détour anthropologique), il s'est produit un détour « quantique » de la connaissance, et Auguste Comte n'enseigne pas la « vraie religion » à Notre-Dame de Paris...

La médiation de la souffrance du pape Jean-Paul II me paraît tout à fait exemplaire de la distance prise entre les croyants et l'institution ecclésiastique. Aucun des principes fondamentaux qui faisaient la force de ce leader charismatique et voyageur planétaire ne concerne réellement nos compatriotes : il n'est pas suivi sur les mœurs et la morale. Et même au plan international, il y avait quelque chose d'indécent à voir tous ces chefs d'Etat au premier rang lors des obsèques médiatisées alors qu'aucun d'eux ne respecte réellement la moindre des propositions de celui qu'ils honoraient de leur présence (désarmement, pauvreté, etc.).

Pour le champ politique, l'explication est plus banale.

Tout d'abord, en France, la politique (et surtout les politiques publiques) consiste à occuper la scène politique, c'est-à-dire légale et légitime, face aux groupes illégitimes (ceux qui préfèrent la solidarité infra-étatique et infra-nationale) et à maintenir la cohésion sociale en distribuant des ressources aux groupes non mobilisés par des canaux particularistes... Or, la réalité sociale est tout autre : les élus ne sont pas les élus de la nation, mais de leurs électeurs. Ces élus pratiquent donc le clientélisme, le népotisme... et même la répartition des ressources rares par le pillage de l'Etat : la concussion, la prévarication et même la razzia sont des modes de distribution politiquement incorrects mais pratiqués à grande échelle. Ainsi, par suite du défaussement de l'Etat, la politique ne peut plus répondre aux attentes des citoyens et les élus locaux gèrent la pénurie. Il faut y ajouter une certaine défiance politique, fondée sur le fait que les élus ne font pas leur boulot – ou, tout au moins, que le système de décision n'en tient pas compte ; et nous retiendrons deux exemples à cela. Tout d'abord, en février 2005, la loi sur la rectification de la

mission civilisatrice de la France votée par trois députés à deux heures du matin³. Ensuite, le rapport de la commission Stasi et ses vingt et une propositions, dont une demie retenue... à travers la loi sur la laïcité et en fait sur le voile islamique !

On assiste donc à l'apparition d'une « politisation négative », que l'on voit à l'œuvre actuellement avec le (non-)débat sur le Traité constitutionnel : nombreux sont ceux qui vont voter « non », en fait davantage contre quelque chose que par refus de l'Europe.

Mais, contradictoirement, le champ politique, bloqué par les appareils de partis obsolètes, s'élargit en faveur des individus et permet l'émergence d'*outsiders* surprenants – comme Bernard Kouchner, José Bové ou Tariq Ramadan – et de groupes marginaux, comme Chasse-Pêche-Tradition ou les altermondialistes.

Le deuxième élément explicatif de ce scepticisme généralisé tient à l'effondrement de l'empire colonial : l'arrivée en métropole de minorités fortement identitaires sur le plan culturel et religieux (Juifs sépharades, Vietnamiens, bouddhistes, musulmans, Africains) a complètement bouleversé le paysage moniste et intégrationniste par assimilation de la société française. Aussi, en contradiction avec l'abstraction de la citoyenneté, les pluralismes culturels et culturels se développent ; alternatives crédibles aux yeux de certains, ils sont inadmissibles pour les tenants du vieux fonds républicain : la France jacobine et moniste ne supporte pas les solidarités infra-étatiques – et surtout religieuses ou culturelles – à un moment où l'Europe nous impose une vision fort différente des droits différentialistes de l'Autre. En France, l'Autre doit devenir le même. C'est cette « mêmété » qu'avec Robert Lafont nous avons proposé d'appeler la « mémérie »⁴.

Il existe dans notre pays de fortes résistances, qui se réclament de l'universalisme républicain pour faire taire toute expression collective, qui est aussitôt soupçonnée de repli communautaire et donc de racisme : il ne peut y avoir, dans la France patrie des Droits de l'Homme, que des discriminations de classes, et non pas ethniques ou religieuses. Les casseurs beurs ou noirs tentés par la délinquance ne sont que des cas sociaux. Sur tous les débats autour des incidents dans nos banlieues – « où la police ne pénètre pas » –, il faut lire les travaux de Michel Maffesoli sur les tribus et la part du diable⁵...

En conséquence, les nouvelles modalités de l'être ensemble (du *Mitsein*) et du croire qui se mettent en place sous nos yeux prennent le plus souvent des formes qui paraissent incorrects aux yeux de certains : ainsi les « groupes de pairs » dans les banlieues, les *rave parties*... ou encore les kermesses charismatiques, que ce soit avec I Muvrini à la fête celtique de Nantes, avec le dalaï-lama ou avec le pape aux Journées mondiales de la jeunesse...

Alors, quels sont nos véritables défis, ceux que nous allons affronter (à part la mondialisation du capital, qui peut avoir une limite : comme disait Marx, « *ils vendront même la corde pour les pendre...* ») ?

Restaurer la République ou l'autorité ? Cadavres embaumés et mythes éculés ? Revenir à « nos » vraies valeurs universelles ?

Non pas revenir, mais aller de l'avant (car « *Li fat mat* » : « le passé est mort ») ?

Comment ? Ré-volution ou in-volution ?

Un retournement complet du matérialisme pour sauver la planète ?

POLITIQUE ET SPIRITUALITÉ POUR LE XXI^e SIÈCLE

Les débats actuels sur l'Europe concernent l'avenir de nos enfants mais ne permettent pas de poser les vraies questions. Certes, je souhaite une Europe qui ne laisse pas l'hégémonie dominer sans partage et qui prenne conscience que le centre du monde est désormais en Asie. Je rêve aussi d'une Europe « forte », mais dans la production des symboles et non des armements, qui permette aux régions de vivre les aspects positifs de la « mondialisation » (je ne sais pas exactement ce que signifie ce terme...), tout en gardant un pied dans sa culture et une chaise dans sa paroisse. Donc, pour moi, le modèle idéal de l'Europe future est la Catalogne...

Mais tout ceci, bien qu'actuel, ne me paraît pas essentiel.

La vraie question – à mon sens – qui devrait nous préoccuper est la suivante : comment sortir des clôtures dogmatiques – de toutes les clôtures dogmatiques : religieuses, mais aussi scientifiques et politiques ?

Que serait une véritable spiritualité laïque pour le XXI^e siècle, c'est-à-dire non légitimée par un système institutionnel dogmatique ?

Comment concilier l'unité nécessaire à tout groupe avec une unité qui respecte la différence et le pluralisme, qui sont la vie ?

Comment concilier une autre eschatologie, une autre Cité idéale utopique, une autre histoire du Salut (et surtout celle de la rédemption par la souffrance : on a vu le corps du pape) et la recherche du bonheur, y compris dans un individualisme qui soit une véritable individuation, qui ne se satisfasse plus de l'émotionnel audimatiste ?

Sans doute par la dissociation possible entre la croyance intérieure et sa manifestation culturelle... Par un mode de pensée qui permettrait d'envisager une adaptation du dogme – et même des rituels –, tout en restant fidèle à l'essentiel (qui est d'ailleurs à redécouvrir). Par une foi déshabillée des manifestations

extérieures de la tradition ecclésiastique, par une croyance au progrès dégagée de la gangue scientifique, par une confiance envers le politique sans langue de bois...

Comment donc articuler la religion et la société dans l'espace public sans la cantonner dans la seule sphère privée de l'existence ?

Cette idée – aussi honorable que la distinction proposée par Jürgen Habermas – n'est plus tenable aujourd'hui. Sur ce plan, la présence stabilisée de l'islam nous a obligés à nous poser des questions que nous croyions réglées ou enfouies comme des scories dans les oubliettes de l'Histoire. Il a bien fallu faire avec...

L'une des solutions que j'entrevois tient à une série d'attitudes (si j'étais à la mode, je dirais de « postures » !), qui n'ont rien à voir avec les textes – constitutionnels ou autres – ni avec les débats publics – y compris démocratiques –, mais avec ce que Max Weber appelait l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité : il nous faut élucider la fatalité de la perte de l'homme et, pour ce faire, sortir de la peur de l'Autre, qui n'est que le simulacre de la peur que nous avons de notre propre fin.

Nous sommes libres de choisir, en ayant conscience que l'humanité peut se perdre et qu'il faut pourtant la sauver, car il nous reste toujours le principe de l'Espérance, dans l'attente d'un monde où régnerait enfin l'Esprit. En effet, nous ne pouvons continuer à refuser de comprendre que l'unicité de l'Être, par-delà ses nominations contradictoires, n'est que le reflet de l'extraordinaire unité de l'être humain, par-delà ses différentes manifestations culturelles. Un des effets positifs de la « mondialisation » tient au fait que, dans la pratique généralisée du zapping, plus personne ne peut ignorer l'Autre, qui entre chez nous par les étranges lucarnes, les paraboles, le Web, etc.

Seule la modestie lucide, le refus de l'ethnocentrisme et de l'arrogance universaliste conjugués au « *catastrophisme éclairé* » (selon le mot de Jean-Pierre Dupuy, reprenant une idée de Hans Jonas) pourront nous permettre de conjurer ce mal suprême, qui consiste à ne voir dans l'Autre qu'un ennemi dangereux alors que seule la différence enrichit l'humanité. Nous pouvons certes avoir des ennemis, et même les combattre, à condition de savoir que notre ennemi n'est pas le Mal incarné. Il n'est qu'un adversaire provisoire avec lequel il reste toujours la possibilité de faire la paix. Une des grandes leçons de l'Europe, sur ce plan, est bien que la réconciliation franco-allemande – quasi unimaginable pour la génération précédente – nous a évité la guerre, même si – hélas ! – celle-ci perdure ailleurs.

Mais comme le disait le Rabbi Nohman de Braslav : « *Il est interdit de désespérer...* »